

Annexe 5. Critères de la TDA et questions d'orientation correspondantes

I. Prévalence et répartition sectorielle du travail des enfants

Critères du rapport de la conférence de la TDA :

- Bien que le rapport de la conférence de la TDA ne le précise pas de manière explicite, tout gouvernement qui appuie le recours au travail forcé des enfants ne saurait être considéré comme mettant en œuvre des engagements visant à éliminer les pires formes de travail des enfants.

Questions d'orientation

1. *Le gouvernement s'est-il rendu complice du recours au travail forcé des enfants ?
2. Le gouvernement a-t-il effectué des recherches sur la prévalence et la nature des pires formes de travail des enfants et en a-t-il rendu les résultats accessibles au public ?
3. Le gouvernement s'est-il efforcé de réduire la vulnérabilité des enfants aux pires formes de travail des enfants en se penchant sur des facteurs comme :
 - a. Les pratiques propres au pays et à la région qui rendent les enfants vulnérables aux pires formes de travail des enfants, et
 - b. Les barrières à l'éducation : le manque d'enseignants, le manque d'écoles/l'inadéquation des installations, le manque d'infrastructure (accès aux écoles), le manque de moyens de transport, la violence, y compris les violences physiques et sexuelles, l'enregistrement des naissances et l'imposition de frais de scolarité ?
4. Des groupes démographiques spécifiques sont-ils vulnérables au travail des enfants du fait de leur sexe, race, ethnicité, origine, handicap, langue ou situation socioéconomique ?
5. S'est-il produit des événements pendant l'année qui ont déstabilisé le pays, comme un conflit armé, une épidémie, une catastrophe naturelle ou d'autres crises sociales, économiques et politiques ?

II. Cadre juridique concernant les pires formes de travail des enfants

Critères du rapport de la conférence de la TDA :

- « Le pays dispose-t-il de lois et règlements adéquats qui proscrivent les pires formes de travail des enfants ? »
- « Le pays dispose-t-il de lois et règlements adéquats pour la mise en œuvre et l'application de telles mesures ? »

Questions d'orientation

1. Les lois étaient-elles conformes aux normes internationales suivantes ?
 - a. Un âge minimum d'admission à l'emploi conforme à la Convention 138 de l'OIT,
 - b. Un âge minimum d'admission à des travaux dangereux conforme aux Conventions 138 et 182 de l'OIT,
 - c. L'interdiction du travail forcé des enfants, de la traite des enfants, de l'exploitation sexuelle commerciale des enfants et de l'utilisation d'enfants dans le cadre d'activités illicites conformément à la Convention 182 de l'OIT,
 - d. Un âge minimum pour le service militaire obligatoire conforme à la Convention 182 de l'OIT et au Protocole facultatif à la Convention de l'ONU relative aux droits de

- l'enfant concernant l'implication des enfants dans les conflits armés,
- e. Un âge minimum pour le service militaire volontaire conforme au Protocole facultatif à la Convention de l'ONU relative aux droits de l'enfant concernant l'implication des enfants dans les conflits armés,
 - f. Un âge minimum de scolarité obligatoire conforme à la Convention 138 de l'OIT,
 - g. La fourniture d'une éducation de base publique gratuite conformément à la Convention 182 de l'OIT,
 - h. La ratification de la Convention 182 de l'OIT, et
2. Si la constitution et la législation du pays ne sont pas conformes aux normes internationales énoncées dans les Conventions 138 et 182 de l'OIT, des modifications ont-elles été apportées à la constitution ou aux lois pour rapprocher le pays de l'objectif de pleine conformité ?
 3. Si les lois n'étaient pas suffisamment complètes pour interdire toutes les variantes d'une des pires formes de travail des enfants, des modifications ont-elles été apportées à la constitution ou aux lois pour rapprocher le pays de l'objectif d'interdiction complète ?
 4. Les lois relatives au travail des enfants ont-elles été rendues accessibles au public ?
 5. *Existait-il des aspects de la législation qui sont contraires aux normes internationales et susceptibles d'accroître la vulnérabilité des enfants aux pires formes de travail des enfants ? Cette question s'appliquerait à la fois aux pays connaissant des problèmes de travail des enfants et à ceux où rien n'indique qu'il y ait un problème concernant les pires formes de travail des enfants et aux cas où le cadre juridique et répressif du pays présente des lacunes en matière de travail des enfants.

III. Application des lois relatives aux pires formes de travail des enfants

Critères du rapport de la conférence de la TDA :

- « Le pays a-t-il établi des mécanismes institutionnels officiels pour instruire et juger les plaintes liées à des accusations concernant les pires formes de travail des enfants ? »

Dans cette section, l'ILAB a analysé dans quelle mesure, le cas échéant, le pays a défini les rôles des organismes d'application des lois et a instruit et jugé les plaintes liées à des accusations concernant les pires formes de travail des enfants.

Questions d'orientation

1. Quel est le montant des fonds alloués à l'inspection du travail ? Y a-t-il eu une augmentation ou une baisse des fonds et des ressources affectés à l'application des lois et règlements sur le travail des enfants et ces ressources étaient-elles adéquates compte tenu de l'incidence du travail des enfants dans le pays ?
2. Y a-t-il eu une augmentation ou une baisse du nombre des inspecteurs chargés de l'application des lois et règlements sur le travail des enfants et le nombre des inspecteurs était-il adéquat compte tenu de la taille de la population active du pays si l'on se réfère à la recommandation de l'OIT contenue dans l'article 10 de la Convention 81 ? Le pays a-t-il dispensé une formation initiale aux nouveaux inspecteurs et enquêteurs, notamment une formation spécialisée sur le travail des enfants, une formation sur les nouvelles lois relatives au travail des enfants, y compris ses pires formes, et des cours de perfectionnement ?
3. Le gouvernement a-t-il délégué une autorité suffisante pour sanctionner les infractions

- liées au travail des enfants ?
4. Le pays a-t-il mis à disposition des informations sur les actions menées pour faire respecter les lois sur le travail relatives au travail des enfants, y compris le nombre des inspections effectuées sur les lieux de travail et par une étude des dossiers, le nombre des infractions liées au travail des enfants constatées, et le nombre des infractions liées au travail des enfants pour lesquelles des sanctions ont été imposées et perçues ?
 5. Le gouvernement a-t-il élaboré et mis en œuvre une stratégie adéquate d'inspection du travail qui a permis différents types d'inspections sur le terrain de lieux de travail (par exemple, inspections de routine, inspections ciblées, inspections déclenchées par des plaintes et inspections inopinées) ? Les inspections ont-elles eu lieu de manière suffisamment fréquente et dans tous les secteurs pertinents ?
 6. Le gouvernement a-t-il créé ou amélioré un mécanisme efficace de dépôt et de résolution des plaintes concernant le travail des enfants ?
 7. Existe-t-il un mécanisme réciproque d'orientation pour prise en charge entre les autorités du travail et pénales et les services sociaux ?
 8. Le pays a-t-il mis à disposition des informations sur les actions menées pour faire respecter le droit pénal en matière des pires formes de travail des enfants, y compris le nombre des enquêtes, des infractions constatées, des poursuites judiciaires intentées et des condamnations obtenues ?
 9. Le gouvernement a-t-il établi ou amélioré un processus d'échange d'informations entre les services d'application des lois ?
 10. *Existait-il des aspects des pratiques d'application des lois du pays susceptibles d'accroître la vulnérabilité des enfants aux pires formes de travail des enfants ?

IV. Coordination des efforts gouvernementaux concernant les pires formes de travail des enfants

Critères du rapport de la conférence de la TDA :

- « Le pays a-t-il établi des mécanismes institutionnels officiels pour instruire et juger les plaintes liées à des accusations concernant les pires formes de travail des enfants ? »

L'ILAB a analysé dans quelle mesure, le cas échéant, le pays disposait d'institutions chargées de coordonner les efforts globaux de lutte contre le travail des enfants, y compris ses pires formes.

Questions d'orientation

1. Un comité ou un organisme a-t-il été créé pour coordonner les efforts gouvernementaux de lutte contre les pires formes de travail des enfants ?
2. Les responsabilités de ce comité ou cet organisme portent-elles sur tous les secteurs du travail des enfants prévalents dans le pays ou seulement sur certains secteurs ?
3. Ce comité ou cet organisme s'est-il réuni régulièrement et a-t-il pris des mesures, ou s'est-il réuni irrégulièrement et n'a-t-il pris que quelques mesures ou aucune ?

V. Politiques gouvernementales concernant les pires formes de travail des enfants

Critères du rapport de la conférence de la TDA :

- « Le pays a-t-il une politique globale pour l'élimination des pires formes de travail des enfants ? »

Questions d'orientation

1. Le gouvernement a-t-il établi de nouvelles politiques ou de nouveaux plans visant expressément les pires formes de travail des enfants ou l'une quelconque des pires formes de travail des enfants ?
2. Le gouvernement a-t-il expressément intégré les pires formes de travail des enfants parmi les questions devant être traitées dans le cadre des politiques de réduction de la pauvreté, de développement, d'éducation ou d'autres politiques sociales, comme les Documents de stratégie de réduction de la pauvreté, etc. ?
3. Le gouvernement a-t-il mis en place des politiques de réduction de la pauvreté, de développement, d'éducation ou d'autres politiques sociales, comme des Documents de stratégie de réduction de la pauvreté, etc., qui ne visaient pas expressément les pires formes de travail des enfants ou l'une quelconque des pires formes de travail des enfants, mais qui auraient peut-être pu avoir un impact sur elle(s) ?
4. Si le pays a mis en place un quelconque des plans évoqués précédemment, ces derniers désignent-ils des responsabilités, établissent-ils des objectifs et fixent-ils des délais ?
5. En utilisant les critères de la question 4, le gouvernement a-t-il bien mis en œuvre les politiques et les plans existants ?
6. *Existait-il des politiques en vigueur dans le pays ou des modifications ont-elles été apportées à des politiques du pays qui sont susceptibles d'augmenter la vulnérabilité des enfants aux pires formes de travail des enfants ?

VI. Programmes sociaux pour lutter contre le travail des enfants

Critères du rapport de la conférence de la TDA :

- « Existe-t-il dans le pays des programmes sociaux visant à prévenir l'implication des enfants dans les pires formes de travail des enfants et aider à soustraire les enfants impliqués dans les pires formes de travail des enfants ? »

Questions d'orientation

1. Le gouvernement a-t-il financé de nouveaux programmes ou des programmes en cours qui visent à éliminer ou à prévenir les pires formes de travail des enfants ou a-t-il participé à de tels programmes ?
2. Le gouvernement a-t-il financé des programmes de protection sociale dont on pourrait raisonnablement s'attendre à ce qu'ils aient un impact sur le travail des enfants ou a-t-il participé à de tels programmes ? Est-ce que des recherches ont permis d'établir que des programmes de ce pays ont un impact sur le travail des enfants ?
3. Les programmes du pays suffisent-ils pour lutter contre des formes particulières de travail des enfants, compte tenu de la portée et de l'ampleur de ces problèmes ?
4. Ces programmes fournissent-ils des services directement aux enfants ?
5. Ces programmes ciblent-ils de façon adéquate les groupes démographiques à risque ?
6. Ces programmes ont-ils été entièrement financés ?
7. Ces programmes remplissent-ils leurs objectifs ?
8. Les efforts de ces programmes sont-ils durables ?
9. En se fondant sur les critères énoncés aux questions 4 à 8, les programmes gouvernementaux existants se sont-ils améliorés ou détériorés par rapport à l'année antérieure ?
10. *Des modifications ont-elles été apportées aux programmes du pays qui augmentent probablement la vulnérabilité des enfants aux pires formes de travail des enfants ?

*Une réponse affirmative aux questions marquées d'un astérisque indique un pays susceptible de recevoir une évaluation précisant des progrès minimes ou nuls.